

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**  
**N° 2025-008**

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**











---

**Prestations de primo codage et d'optimisation du  
codage de l'information médicale des séjours en  
MCO**

---

**Centre Hospitalier de Cornouaille**  
14 avenue Yves THEPOT  
29000 QUIMPER

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

|  |                                  |  |
|--|----------------------------------|--|
|   | <b>Objet</b>                     | Prestations de primo codage et d'optimisation du codage de l'information médicale des séjours en MCO |
|   | <b>Type de contrat</b>           | Accord-cadre   |
|   | <b>Tranches optionnelles</b>     | Sans tranches optionnelles   |
|   | <b>Clauses sociales</b>          | Sans   |
|   | <b>Clauses environnementales</b> | Avec   |
|   | <b>Durée / Délai</b>             | 1 an   |
|   | <b>Reconduction</b>              | Reconductible 3 fois 1 an  |
|   | <b>Prix</b>                      | Prix unitaires / Rémunération du prestataire par rapport au pourcentage du gain financier            |
|   | <b>Variation des prix</b>        | Sans   |
|  | <b>Avance</b>                    | Avec   |

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....  | 5  |
| 1.1 - Objet du contrat .....   | 5  |
| 1.2 - Décomposition du contrat.....  | 5  |
| 1.3 - Type d'accord-cadre .....  | 6  |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....                          | 6  |
| 1.5 - Réalisation de prestations similaires .....                                  | 7  |
| 2 - Pièces contractuelles .....  | 7  |
| 3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....              | 7  |
| 3.1 - Rappel des obligations du titulaire .....                                    | 7  |
| 3.2 - Modalités de contrôle et de sanction.....                                    | 7  |
| 4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....                                   | 8  |
| 5 - Protection des données à caractère personnel.....                              | 9  |
| 6 - Missions .....   | 9  |
| 7 - Durée et délais d'exécution .....  | 10 |
| 7.1 - Durée du contrat .....   | 10 |
| 7.2 - Reconduction .....   | 10 |
| 8 - Prix .....   | 10 |
| 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....                                     | 10 |
| 8.2 - Modalités de variation des prix.....   | 11 |
| 9 - Garanties Financières.....   | 11 |
| 10 - Avance.....   | 11 |
| 10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....                            | 11 |
| 10.2 - Garanties financières de l'avance .....                                     | 11 |
| 11 - Modalités de règlement des comptes .....                                      | 11 |
| 11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....                             | 11 |
| 11.2 - Présentation des demandes de paiement .....                                 | 11 |
| 11.3 - Délai global de paiement .....  | 12 |
| 11.4 - Paiement des cotraitants .....  | 12 |
| 12 - Conditions d'exécution des prestations .....                                  | 12 |
| 12.1 - Modifications techniques .....  | 12 |
| 13 - Clauses environnementales.....  | 13 |
| 13.1 - Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets .....   | 13 |
| 13.2 - Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales ..... | 13 |
| 13.3 - Eléments de traçabilité .....   | 13 |
| 15 - Constatation de l'exécution des prestations .....                             | 14 |
| 15.1 - Décision après vérification .....   | 14 |
| 16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....                       | 14 |
| 17 - Pénalités .....   | 14 |
| 17.1 - Pénalités de retard .....   | 14 |
| 17.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....  | 14 |
| 17.3 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales .....           | 14 |
| 17.4 - Pénalité relative à la gestion des déchets .....                            | 14 |
| 18 - Assurances .....  | 15 |
| 19 - Clause de réexamen .....  | 15 |
| 20 - Résiliation du contrat .....  | 16 |
| 20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....                           | 16 |
| 20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....                                 | 16 |
| 21 - Obligations du titulaire .....  | 16 |

22 - Règlement des litiges et langues ..... 17

23 - Dérogations ..... 18

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Ce marché a pour objet la réalisation de prestations de primo codage et d'optimisation du codage de l'information médicale des séjours en MCO.

Le marché contient deux missions :

- Primo-codage des séjours MCO → Appui à l'établissement pour le codage initial des séjours en Médecine, Chirurgie et Obstétrique (MCO) ;
- Audit et recodage des séjours MCO → Analyse et correction du codage des séjours MCO pour optimiser les recettes d'activité

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

**Centre Hospitalier de Cornouaille**  
**14 avenue Yves Thépot**  
**29000 Quimper**

### 1.2 - Décomposition du contrat

La consultation est composée de 2 lots distincts :

- Lot 1 : Primo-codage des séjours MCO → Appui à l'établissement pour le codage initial des séjours en Médecine, Chirurgie et Obstétrique (MCO)
- Lot 2 : Audit et recodage des séjours MCO → Analyse et correction du codage des séjours MCO pour optimiser les recettes d'activité

Chaque mission fait l'objet de bon de commande.

### **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs sur la base des conditions figurant dans les annexes financières à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont adressés par courrier, courrier électronique ou télécopie.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la mission demandée avec son périmètre;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- Le pourcentage de rémunération sur les gains potentiels
- le taux de TVA

L'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 8 mois après la date de fin du marché.

Les bons de commandes pourront être accompagnés d'une annexe pour faciliter la transmission d'information.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Tous les frais liés à l'exécution (Frais de déplacement, frais nuitée, de restauration...) du marché sont compris dans les prix renseignés dans les annexes financières à l'acte d'engagement. Aucun frais annexes ne pourra donner lieu à facturation.

## **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le CCAG Prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons des commandes et leurs annexes
- Mémoire technique

## **3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

### **3.1 - Rappel des obligations du titulaire**

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### **3.2 - Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire doit notamment considérer comme strictement confidentielle toute information ou donnée dont il pourra avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché, ou qui lui aura été indiquée comme telle par le Centre Hospitalier de Cornouaille, informations qu'il s'interdit de divulguer.

Le titulaire s'engage, au respect, par ses préposés dûment autorisés et ses sous-traitants, de l'engagement de confidentialité exposé au présent article. Le titulaire se doit donc d'observer toute la vigilance nécessaire pour préserver la confidentialité des documents confiés, et veiller à son respect par son personnel.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecterait pas son engagement, il s'expose à la résiliation du marché, sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

En cas de manquement à l'obligation visée, le tribunal compétent fixera les dommages-intérêts dus par le titulaire.

Le titulaire toutefois ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public ou s'il en avait connaissance ou les obtenaient de tiers par des moyens légitimes.

Pour garantir la confidentialité, le titulaire s'interdit :

- toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ;
- d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit et notamment dans le cadre de l'exécution du marché ou d'autres missions auprès d'autres clients.

Par ailleurs, le titulaire s'engage :

- à ce que les informations confidentielles soient traitées avec le même degré qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- d'effectuer un nombre de copies, reproductions ou duplications totales ou partielles des informations confidentielles que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution de sa mission ;
- de ne faire accéder aux informations confidentielles que les seuls membres de son personnel affectés aux projets qui lui sont liés par un contrat de travail comportant une clause de confidentialité ou qui lui sont liés par un accord de confidentialité distinct ;
- à faire en sorte que les membres de son personnel affectés au projet signent un engagement de confidentialité ;
- à ne pas porter atteinte aux droits de propriété du Centre Hospitalier de Cornouaille sur ces informations confidentielles.

Cet engagement de confidentialité ne s'applique pas :

- aux informations entrées dans le domaine public en l'absence de toute faute qui soit imputable au titulaire ;
- aux informations déjà connues du titulaire antérieurement, pour les avoir reçues d'un tiers de manière licite ;
- aux informations divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision judiciaire imposant cette divulgation.

Les obligations décrites au présent article sont convenues pour toute la durée du présent marché et également à compter de la cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit jusqu'à disparition du caractère confidentiel.



Au cours de ses visites dans les bâtiments du Centre Hospitalier de Cornouaille, le personnel du titulaire ne peut être accompagné d'un tiers ou d'un partenaire du titulaire, sans accord écrit préalable du représentant du Centre Hospitalier de Cornouaille.

Ces obligations persisteront 4 ans après la fin du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, autorisera le Centre Hospitalier de Cornouaille à résilier le marché pour faute du titulaire.

## **5 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Conformément à l'article 6 du CCTP : Les accès aux dossiers médicaux ne seront accessibles que par des médecins de la société auditrice mais sous la responsabilité d'un médecin DIM de l'établissement, ou éventuellement de technicien de l'information médicale sous responsabilité d'un médecin de la société candidate et là encore sous la responsabilité d'un médecin DIM du CH de Cornouaille.

## **6 - Missions**

Le détail des missions est décrit dans le CCTP.

## **7 - Durée et délais d'exécution**

### **7.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

### **7.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

#### LOT 1

Selon les conditions de l'acte d'engagement, les prestations sont réglées sur la base d'un prix unitaire par dossier/séjour codé.

#### LOT 2

Selon les conditions de l'acte d'engagement, les prestations sont réglées en fonction d'un pourcentage du gain financier réalisé suite à l'obtention des recettes supplémentaires obtenues.

Les prix des prestations sont définis par un pourcentage des gains réalisés par le Centre Hospitalier de Cornouaille.

Si les préconisations du titulaire ne sont pas retenues ou qu'elles n'aboutissent pas à une augmentation de recettes, alors le pourcentage de rémunération ne s'applique pas.

Le calcul des gains est effectué par le Centre Hospitalier de Cornouaille par son service des Finances.

Les activités de soins n'étant pas soumises à TVA, le pourcentage appliqué donnera un montant TTC sur lequel la TVA sera calculée.

### 8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes.

## 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### 10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 11 - Modalités de règlement des comptes

### 11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

### 11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20009020700016

### 11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI

### 11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon. Les missions demandées dans le bon de commande peuvent s'exécuter jusqu'à 8 mois après la fin de l'accord-cadre afin de permettre au titulaire de terminer la mission demandée dans le bon de commande.

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier de Cornouaille

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **12.1 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

## **13 - Clauses environnementales**

Sans objet.

## **14 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **14.1 Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Dans le cas où l'Assurance Maladie pratiquerait a posteriori un contrôle sur les séjours recodés suite aux préconisations du prestataire, celui-ci devra assister le CH de Cornouaille afin de préparer les arguments permettant de justifier les recodages dans l'hypothèse où des éléments qui ont été avancés par le prestataire sont questionnés ou remis en cause (Contrôle externe de l'Assurance Maladie, contrôle de l'Agence Régionale de Santé. ...).

Cette assistance ne se limitera pas aux préconisations écrites de recodage mais devra permettre de répondre précisément aux remarques de l'Assurance Maladie.

## **15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **16 - Pénalités**

### **16.1 - Pénalités de retard**

En cas de non-respect des délais indiqués dans son mémoire technique, une pénalité de 50€ par jour de retard de non rendus des prestations sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **16.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière

de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **16.3 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales**

Aucune pénalité n'est prévue en cas de non-respect des obligations environnementales.

### **16.4 - Pénalité relative à la gestion des déchets**

Aucune pénalité n'est prévue en cas d'absence de production par le titulaire des documents liés à la gestion des déchets.

## **17 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **18 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Ajout de missions
- Modification du périmètre de la mission
- Modification technique
- 

## **19 - Résiliation du contrat**

### **19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **20 - Obligations du titulaire**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat sur toutes les composantes de la prestation : audit et ciblage, proposition de recodage et restitution des fichiers et livrables.

Le titulaire est responsable de tous les dommages directs et/ou indirects résultant de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

En revanche il n'y a pas d'obligation de résultat sur les gains potentiels. Il s'agit là d'une obligation de moyen.

Le titulaire fait exécuter, sous son entière responsabilité, les prestations par le personnel qu'il mandaté, qui est qualifié et habilité conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'accès des personnes mandatées par le titulaire dans les locaux du Centre Hospitalier de Cornouaille obéit aux conditions générales imposées aux personnes étrangères au Centre Hospitalier de Cornouaille.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations des personnes qualifiées en nombre suffisant pour pouvoir respecter les délais d'exécution. Pour toute la durée du marché, le titulaire s'engage à faire intervenir des personnels dont les CV doivent être annexés à l'offre en précisant s'il s'agit de titulaires ou de suppléants (en cas d'empêchement temporaire ou définitif).

Le Centre Hospitalier de Cornouaille se réserve le droit de demander au titulaire à tout moment les justifications nécessaires afin de vérifier les degrés de qualifications et les expériences des personnes que le titulaire a mandaté pour réaliser les prestations.

En conséquence, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations l'équipe présentée dans son offre. En cas d'empêchement temporaire ou définitif, du ou des intervenants dont le(s) CV a été contractualisés au présent marché, le titulaire s'engage à en informer au plus tôt le pouvoir adjudicateur et à lui proposer, en remplacement, un intervenant dont le profil peut être considéré comme équivalent à celui de l'intervenant initial. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de son admission ou, au contraire, l'invite à proposer une autre personne correspondant davantage au CV initialement contractualisé.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnes qu'il a désignées pour en assurer la conduite et dont il garantit les compétences dans le domaine concerné.

En cas d'absence d'un de ses intervenants, le titulaire devra en aviser immédiatement le Centre Hospitalier de Cornouaille et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise.

les prestations ne peuvent être exécutées aux dates et lieux arrêtés dans les bons de commandes et dans les conditions du marché, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée. A cet effet, obligation est faite au titulaire de remplacer l'intervenant défaillant par un intervenant présentant des compétences identiques.

Par ailleurs, le Centre Hospitalier de Cornouaille se réserve la possibilité de remplacer un membre de l'équipe chargée de la réalisation des missions, notamment s'il s'avère :

- que les relations avec le Département d'Information Médicale du Centre Hospitalier de Cornouaille ou de son service des finances ne permettent une réalisation saine et performante des missions
- que les capacités, aptitudes et la qualité de la prestation du membre de l'équipe ne sont pas à la hauteur des prestations attendues.

Avant de prendre la décision de récuser un intervenant, le Centre Hospitalier de Cornouaille consultera le titulaire pour qu'il puisse présenter ses observations. En l'absence d'observation de sa part dans un délai de 21 jours calendaires, le titulaire est réputé accepter la récusation.

Le changement d'intervenant devra prendre la forme d'une présentation d'un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours calendaires à partir de la demande de changement par le Centre Hospitalier de Cornouaille par courrier envoyé via la plate-forme de publication du présent marché au titulaire consécutive à l'analyse visée dans le précédent paragraphe.

Le Centre Hospitalier de Cornouaille dispose d'un délai de 21 jours calendaires à partir de la présentation d'un nouvel intervenant pour accepter ou refuser le nouvel intervenant. A défaut de réponse, à l'issue des 21 jours calendaires, l'intervenant sera réputé accepté.

Si le Centre Hospitalier de Cornouaille récuse 2 fois de suite les intervenants proposés par le Titulaire au titre du remplacement de l'intervenant initial défaillant, le Centre Hospitalier de Cornouaille se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au présent CCAP (Résiliation pour faute).

## **21 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 22 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 alinéa 3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.3 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.4 du CCAP déroge à l'article 20.4 alinéa 4 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles



